

DP0333372500062

Envoyé en préfecture le 30/09/2025

Reçu en préfecture le 30/09/2025

ID: 033-213303373-20250930-ADS_DP2500062-AI

DESTINATAIRE

Monsieur ZELTSER Charles 8 rue Grillon 33210 PRFIGNAC

DP0333372500062

Déposée le 29/09/2025

Par: Monsieur ZELTSER Charles

Demeurant à : 8 rue Grillon 33210 Preignac

Pour : Travaux de réfection de couverture de toit à

l'identique de l'origine:

- Tuiles Marseille

- couleur et taille identique

Surface de plancher créée : 0 m²

Destination: Habitation

Sur un terrain sis à : 8 Rue Grillon 33210 PREIGNAC

Cadastré : 0E-0766 Superficie: 624 m²

DECISION DE NON-OPPOSITION A DECLARATION PREALABLE

Au nom de la commune par le Maire

Le Maire,

Vu la déclaration préalable susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Plan de Prévention du Risque Inondation - Garonne - Secteurs de Rions à Toulenne et de Virelade à Le Tourne approuvé par arrêté préfectoral en date du 17/12/2001 et révisé le 23/05/2014,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 17/05/2017,

Vu la délibération du conseil communautaire prescrivant l'élaboration du PLUI en date du 28/06/2017, complétée par la délibération modificative du 26/09/2018,

Vu la délibération du conseil communautaire portant débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables du PLUI en date du 07/07/2021,

DECIDE

Article 1: La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non-opposition sous réserve du respect des prescriptions particulières mentionnées ci-dessous.

Mairie 104 Place de la Mairie 33210 PREIGNAC - Tél: 05 56 63 27 39 - mairie@preignac.fr







DP0333372500062

Envoyé en préfecture le 30/09/2025

Reçu en préfecture le 30/09/2025

Publié le

ID: 033-2133033 3 20250 30-ADS 25 2500062-AI

Article 2 : Le Maire est chargé de l'exécution de la présente décision.

Article 3: AFFICHAGE RÉCÉPISSÉ DE DEPOT

Le récépissé de dépôt remis et affiché en mairie le 29/09/2025.

Fait à PREIGNAC, Le 30/09/2025 Le Maire,

Thomas FILLIATRE

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans le département dans les conditions prévues aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.